

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Chine > Déploiement mondial (Chine) > La Chine et l'Amérique latine > **La présence économique croissante de la Chine en Amérique latine et dans (...)**

La présence économique croissante de la Chine en Amérique latine et dans les Caraïbes

dimanche 12 mars 2023, par [ZARATE German](#) (Date de rédaction antérieure : 7 mars 2023).

Les échanges commerciaux entre l'Amérique latine et les Caraïbes et la Chine [n'ont cessé de se développer](#) depuis le début du XXI^e siècle et, plus encore, depuis le lancement par Xi Jinping, en 2013, du projet des Nouvelles routes de la soie, ou [Belt Road Initiative \(BRI\)](#).

Sommaire

- [Les échanges commerciaux](#)
- [Les investissements directs](#)
- [Les prêts](#)
- [Un partenariat qui s'intensifie](#)

L'objectif de ce programme gigantesque est de promouvoir les objectifs de développement chinois en internationalisant les investissements et les prêts, tout en garantissant à la RPC un accès à long terme à l'énergie et aux matières premières qu'elle importe.

Pour mondialiser sa politique industrielle et soutenir ses entreprises dans le monde, la Chine a mis en place une stratégie entre les banques, le ministère des Finances et le ministère du Commerce. C'est ainsi que la China National Petroleum Corporation, Huawei et de nombreuses autres multinationales chinoises se sont « mondialisées » et sont de plus en plus présentes non seulement en Asie mais aussi en Europe, en Afrique et sur le continent américain, une zone qui fut longtemps considérée comme le « pré carré » de Washington.

Les échanges commerciaux

Si les échanges entre la Chine et la région Amérique latine-Caraïbes (ALC) remontent aux [galions de Manille](#) qui, à partir de 1565, circulaient entre les ports d'Acapulco et de Manille, ils se sont considérablement accélérés au cours des vingt dernières années. L'un des moments clés, à cet égard, a été le [forum de la BRI tenu à Pékin en 2017](#) : à l'issue de discussions informelles entre le président Xi Jinping et le président argentin de l'époque Mauricio Macri, [l'ALC est incorporée dans la sphère de la BRI](#).

[Près de 80 000 lecteurs font confiance à la newsletter de The Conversation pour mieux comprendre les grands enjeux du monde. [Abonnez-vous aujourd'hui](#)]

Un processus formel, mis en place lors de la [réunion de la Communauté des nations d'Amérique latine et des Caraïbes \(CELAC\)](#) en janvier 2018 à Santiago du Chili, a officialisé l'invitation de la Chine à destination des 33 pays d'ALC à participer à l'initiative BRI. Le Panama était devenu, dès

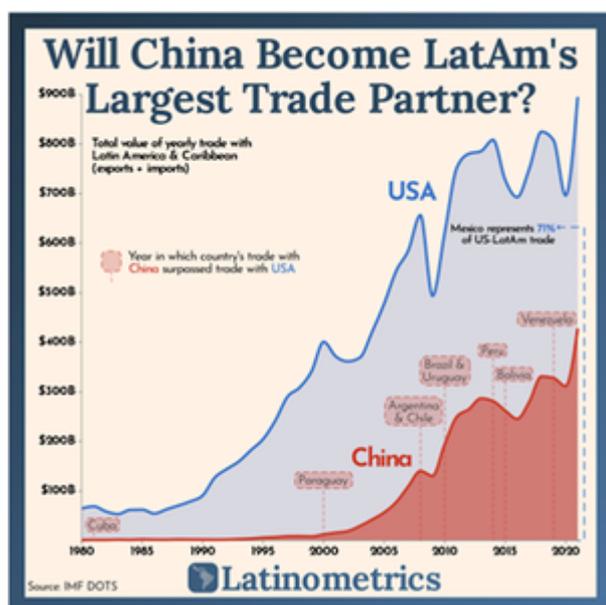
2017, le premier pays [à signer un protocole d'accord en ce sens](#), malgré les objections et les critiques des États-Unis.

Depuis, la plupart des autres pays ont suivi. Aujourd'hui, vingt pays de la zone ont rejoint la BRI, laissant le Brésil et le Mexique comme les deux seules grandes économies de la région sans protocole d'entente officiel. En conséquence, ces dernières années, certains pays d'Amérique latine ont [rompu leurs liens diplomatiques avec Taïwan](#) dans le but d'attirer les investissements de Pékin.

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes est une zone d'investissement attrayante en raison de son abondance en ressources naturelles et matières premières (pétrole brut, fer et cuivre) ainsi qu'en produits agricoles (soja et oléagineux). Par rapport à l'Afrique, l'Amérique latine peut également offrir un environnement d'investissement plus stable, un système judiciaire plus fiable et un grand marché pour les produits chinois.

Les relations commerciales avec la Chine remontent aux années 1960, lorsque l'Argentine et le Mexique vendaient du blé à la Chine qui faisait alors face à une grande famine. Dans les années 1970 et 1980, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes avaient un excédent commercial avec la Chine. Mais la situation a profondément changé avec les mutations économiques de la Chine à la fin des années 1980 et à son adhésion à l'OMC en 2001.

Depuis, les relations commerciales ont été [multipliées par 18 entre 2000 et 2016](#), notamment grâce au boom des matières premières. Pendant cette période, les banques publiques chinoises comme China Development Bank (CDB) et Export-Import Bank of China (ExImBank) ont signé de [nouveaux accords avec les pays de l'ALC](#). Les échanges avec la Chine restent toutefois pour l'instant [moins importants que ceux avec les États-Unis](#).



Comparaison des échanges commerciaux entre l'Amérique latine et les États-Unis avec ceux entre l'Amérique latine et la Chine. Stéphane Aymard/La Rochelle Université, Fourni par l'auteur

Les investissements directs

Les relations économiques croissantes entre la Chine et l'ALC ne se limitent pas au commerce. Le deuxième volet de ces relations est l'investissement direct à l'étranger (IDE).

Entre 2000 et 2020, les entreprises chinoises ont investi environ 160 milliards de dollars dans 480 transactions, principalement par le biais de fusions et d'acquisitions mais aussi à travers des projets nouveaux. Par exemple, China Yangtze Power International (CYPI) a récemment [acheté des parts de Sempra's Peruvian](#)) pour 3,6 milliards de dollars.

Le graphique suivant montre un pic après la crise financière de 2008 en raison du retrait des investissements occidentaux dans la région et du manque de fonds d'investissement pour les gouvernements des pays locaux.

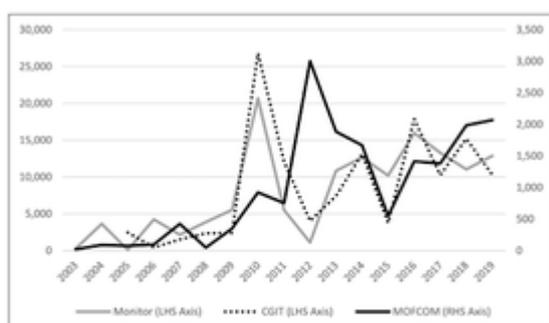


Figure 3. Estimates of Chinese OFDI in LAC 2003–2019 (USD million). Source: Own elaboration from Red Académica de América Latina y el Caribe sobre China (2020), American Enterprise Institute (2020), and MOFCOM. Note: OFDI=Outward Foreign Direct Investment; LAC=Latin American and Caribbean.

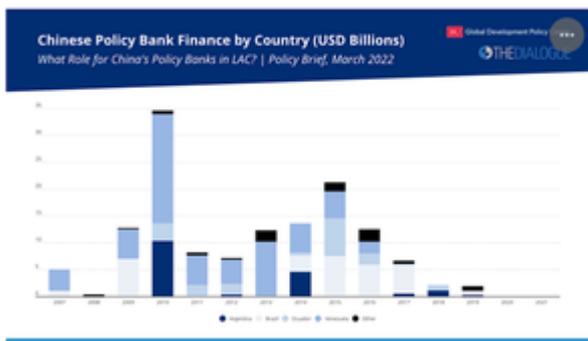
Investissements direct de la Chine en Amérique latine en millions de dollars. Stéphane Aymard/La Rochelle Université, Fourni par l'auteur

Les prêts

Le troisième volet de cette relation concerne les prêts, qui ont débuté au début du siècle, mais qui ont également connu un pic pendant la crise.

Depuis 2005, les deux principales banques chinoises (la Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine) ont accordé plus de [141 milliards de dollars de prêts aux pays d'Amérique latine](#) et aux entreprises publiques, soit plus que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement ou la Banque latino-américaine de développement.

On observe une concentration des prêts chinois en ALC dans quatre pays : le Venezuela, l'Équateur, l'Argentine et le Brésil, qui ont reçu environ 93 % des prêts. Par ailleurs, les prêts sont concentrés dans le [secteur de l'énergie \(69 %\) et des infrastructures \(19 %\)](#).



Politique bancaire de la Chine selon les pays d'Amérique latine. Cliquer pour zoomer. Stéphane Aymard/La Rochelle Université, Fourni par l'auteur

Le Venezuela, premier emprunteur sur le continent, est le pays dont la dette vis-à-vis de Pékin est la plus importante. Même si la Chine n'a pas accordé de nouveaux prêts aux pays d'Amérique latine en 2020 et 2021, elle a renégocié la dette du Venezuela en 2018 et celle de l'Équateur. La dette vénézuélienne a appris à la Chine à se montrer plus prudente dans [l'attribution de prêts à l'Amérique latine](#). Les prêts au Venezuela ont montré à Pékin que les capacités de production de pétrole d'un pays ne sont pas une garantie suffisante pour un remboursement futur.

Par ailleurs, le Brésil a connu une [croissance des échanges](#), des investissements et des prêts, mais, on l'a dit, sans adhérer officiellement à la BRI. Malgré un récent ralentissement des investissements dû à des relations tendues avec le gouvernement Bolsonaro (il reste à voir ce qu'il en sera désormais, Lula semblant désireux de [nouer un « dialogue constructif » avec Pékin](#)), des projets, comme le [méga-port à Sao Luis](#), capable de gérer l'exportation de 10 millions de tonnes de céréales par an, le chemin de fer dans l'État de Para reliant l'extraction de minerai de fer en Amazonie aux principaux ports du Brésil et un [pont de 12 kilomètres entre Salvador et Itaparica](#), qui sera le plus grand projet de construction sur l'eau en Amérique latine, se développent au Brésil. Même si le pays est le deuxième plus grand débiteur de la Chine en Amérique latine, ses entreprises, comme la compagnie pétrolière publique Petrobras, réussissent à rembourser la plupart de leurs prêts.

Le cas du Pérou est également particulier. Le Pérou et la Chine entretiennent des relations diplomatiques depuis plus de 50 ans. Avec le Costa Rica, il est le seul pays à avoir conclu un accord de libre-échange à la fois avec les États-Unis et avec la Chine. Les investissements de Pékin au Pérou concernent des [investissements lourds dans le secteur minier](#) (15 milliards de dollars selon le ministère péruvien de l'Énergie et des Mines). On observe aussi une diversification dans d'autres secteurs tels que l'énergie, l'électricité, la pêche... Un exemple typique est le [méga-port de Chancay](#), construit par un consortium dirigé par l'entreprise publique chinoise Cosco Shipping Ports avec une participation importante de la société suisse Glencore. Le projet, dont l'investissement s'élève à 3 milliards de dollars, devrait devenir le plus important terminal commercial de la Chine en Amérique du Sud lorsqu'il sera terminé en 2024.

Un partenariat qui s'intensifie

Comme dans d'autres régions du monde, la Chine finance en ALC des investissements d'infrastructure, notamment dans les secteurs minier et énergétique, qui peuvent avoir des effets positifs sur la croissance économique des pays de l'ALC (1). Ce système répond à la volonté de la Chine pour devenir un acteur majeur sur les marchés de l'énergie en apportant des investissements dans ces pays (les capitaux privés n'étant pas suffisants en raison de la crise financière ou des scandales liés à la corruption, comme [l'opération Lava Jato au Brésil](#), qui ont découragé les investissements étrangers).

La Chine mise aujourd'hui sur les nouvelles infrastructures : 5G, transmission d'électricité, train à grande vitesse, véhicules électriques, centres de données et intelligence artificielle... Des perspectives se profilent pour le développement de liens supplémentaires avec des échanges d'étudiants, du tourisme, des coopérations dans les domaines de la santé, des sciences et des technologies. Ainsi, la relation pourrait aussi devenir véritablement une stratégie gagnant-gagnant sur d'autres secteurs que les ressources.

Si les gouvernements des pays de l'ALC parviennent à relever les défis et à développer les opportunités qui se présentent, la relation ALC-Chine deviendra plus avantageuse pour la région ALC. Celle-ci devra toutefois prendre garde au « [piège de la dette](#) » (la Chine détient par exemple 11 % de la dette extérieure totale de l'Équateur).

[German Zarate](#), Professeur d'économie, State of New York University Cortland, professeur invité à La Rochelle University, [La Rochelle Université](#)

< !—> <http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

P.-S.

- The Conversation. Publié : 7 mars 2023, 19:18 CET.
- Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).
- [German Zarate](#), [La Rochelle Université](#)
- The Conversation est un média indépendant, sous un statut associatif. Avec exigence, nos journalistes vont à la rencontre d'expert•es et d'universitaires pour replacer l'intelligence au cœur du débat. Si vous le pouvez, pour nous soutenir [faites un don](#).